

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°999 du 30 Mai 2009

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

CONSIGNES DE VOTE

Je vais décevoir certains d'entre vous : je ne donnerai pas de consigne pour le vote du 7 juin.

Tout d'abord je respecte la liberté de chacun, vous êtes en pleine mesure de vous prononcer souverainement. Nombre de fidèles lecteurs de la Nouvelle Lettre peuvent en apprécier la ligne générale, sans toujours suivre mes analyses ni mes opinions.

Ensuite, si vous me demandez, à titre de curiosité, où vont mes préférences, je serais bien embarrassé. J'aurais en effet le choix entre des candidats qui ont des programmes qui ne me plaisent pas, et des candidats qui n'ont pas de programme, ce qui ne me plaît pas.

Commençons par ceux qui affichent des convictions très fermes, bien que très diverses. Très claire la position du Nouveau Parti Anticapitaliste, il est anti-européen comme anti-tout. L'autre gauche extrême, faite de vieilles pièces assemblées, comme le Parti Communiste ou la Gauche Mélenchon, nourrit les mêmes sentiments ; seules des questions de personnes la séparent de NPA, et son véritable programme est de survivre face à Besancenot.

Les Verts ont la chance d'avoir deux leaders de poids, avec Dany Le Rouge et José le faucheur, leur programme n'est pas très différent des précédents, et je ne me sens pas tout à fait converti à l'écologie politique. J'ai même le plaisir d'accueillir à Paris la semaine prochaine l'anti-Verts numéro un en Europe, le Président Vaclav Klaus, dont j'ai préfacé l'édition française de son livre sur le réchauffement climatique et les « arnaques » des Verts, comme dit Christian Gerondeau. On arrache le maïs, on plante des éoliennes. Du vent !

Voici maintenant les souverainistes. A juste titre, ils regrettent que les vrais choix européens n'aient pas été présentés ni expliqués aux électeurs. Leur propre choix est fait : la France avant l'Europe. Du même coup leur programme est hostile à la libre circulation des produits, des capitaux, des entreprises et des hommes. Les libéraux vont difficilement en ce sens.

Quant au parti de François Bayrou, dont le vrai programme est la promotion de François Bayrou, l'ambiguïté est sa raison d'être : à gauche et à droite en même temps, européen et nationaliste, se voulant éthique mais (comme Madame de Sarnetz) condamnant les conseils moraux du Pape. On dit n'importe quoi pour critiquer systématiquement le pouvoir, mais aussi pour discréditer le PS – avec lequel on aimerait pourtant bien faire un bout de chemin.

Quid précisément de ces socialistes ? Leurs documents et discours peuvent recevoir deux interprétations. L'optimiste est qu'ils ont deux programmes, ils sont d'une part marxistes et anti-européens parce que l'Europe n'est pas assez « sociale » (entendez : syndicale) et d'autre part sociaux-démocrates puisqu'ils se prévalent de l'internationale socialiste européenne qui est faite de centristes. L'interprétation pessimiste est que le PS étale ses divisions et ses luttes claniques, pour ne pas avoir à se donner un programme. On peut donc dire que pour le PS il y a un programme de trop ou pas de programme du tout.

L'ambiguïté est-elle aussi grande à l'UMP ? Non et oui. Non dans la mesure où il n'y a pas de querelle des chefs. La majorité va à la bataille en bon ordre. Oui, si l'on se fie aux écrits et propos. Il y a de la sociale-démocratie, de l'anti-capitalisme, du souverainisme, suivant les candidats et la clientèle électorale. Le vrai programme est en fait celui du président : l'Europe qui protège, l'Europe qui régleme les excès du capitalisme, l'Europe de Grenelle. Cela s'accommode de plusieurs paradoxes : se référer au traité de Lisbonne mais s'affranchir des disciplines budgétaires, se proclamer ouvert aux nouveaux venus mais constituer l'axe Paris Berlin, se féliciter de l'euro et

critiquer la Banque Centrale qui veut en défendre la valeur, demander le libre accès de l'espace européen aux entreprises françaises mais condamner la délocalisation desdites entreprises sur le territoire de l'Union, etc.

Non, réellement, je ne sais pas où est le véritable programme, puisque la question gênante n'est pas posée (et n'est donc pas résolue) : Europe puissance ou Europe espace ? Europe dirigiste ou Europe marchande ? Europe de l'harmonisation ou Europe de la diversité ?

Ce tour d'horizon, à ma manière, ne m'encourage guère à mettre un bulletin autre que blanc dans l'urne dimanche 7 juin. Je reconnais que la sympathie personnelle pour un candidat, ou l'allergie à la vraie gauche, ou au pseudo centre, ou à la fausse droite, peut guider une main hésitante dans certaines « régions ». Je sais aussi que dans quelques-unes de ces régions de petites listes se présenteront sous l'étiquette libérale. Elles sont souvent composées de personnes que je connais, mais à qui j'ai souvent reproché de perdre leur énergie à vouloir pénétrer une société politique hermétique au libéralisme. Mais, après tout, pourquoi ne pas les gratifier d'un vote « indicatif » ?

Oui, un vote indicatif ; que ce soit de cette manière ou par l'abstention, ou le bulletin blanc. Indicatif d'une lassitude de la classe politique, sans aucune autre vision du futur que celle du grand soir, ou de la construction d'une Europe à l'image de la France. La France des privilèges, des grèves, des manifestations, des subventions et des impôts.

J'ai bien réfléchi : pas de consigne ! Désolé, je ne trouve pas mieux.

Jacques Garelo

PS. Vous l'aurez peut-être remarqué, cette Nouvelle Lettre porte le numéro 999, la prochaine sera la millième. Pour cause de Pentecôte et élections, ce numéro spécial sera daté du 8 juin.

Conjoncture

DES POLITIQUES MONÉTAIRES « NON CONVENTIONNELLES »

Nous n'avons cessé de critiquer les politiques keynésiennes de relances budgétaires (explosion des dépenses publiques et des déficits) et monétaires (baisse des taux d'intérêt) et nous nous sommes demandés si la vraie menace, ce n'était pas l'inflation (4 avril). Cette analyse est confirmée par les dernières évolutions de la politique monétaire avec des politiques monétaires « non conventionnelles » : financer la dette publique par création de monnaie et faire tourner, comme au bon vieux temps, la planche à billets en soumettant les banques centrales au bon vouloir de la classe politique : le plus court chemin vers l'inflation.

Politique monétaire conjoncturelle ou automatique ?

Tant qu'il existera des banques centrales, ayant le monopole de la création de monnaie, il y aura le risque de politiques monétaires non appropriées, et notamment d'une création excessive de monnaie conduisant à l'inflation, puisque celle-ci « est toujours et partout un phénomène monétaire » (Friedman).

En attendant mieux (concurrence monétaire, étalon or, etc.), un moindre mal consiste à retirer aux hommes politiques toute influence sur la création de monnaie et à empêcher une politique monétaire conjoncturelle (keynésienne, cherchant, en vain, à contrecarrer l'évolution économique) : c'est ce que Friedman appelle la politique monétaire automatique : accroître chaque année la quantité de monnaie d'un même pourcentage (règle du k%). « Remplacer le gouverneur de la banque centrale par une exponentielle » : plus de manipulation de monnaie.

Le premier pas vers la sagesse avait été franchi en rendant les banques centrales (notamment la Banque centrale européenne) indépendante de tout pouvoir politique. La BCE s'était même un temps fixé un taux de progression de la masse monétaire (et un objectif d'inflation limité à 2% par an), mais avec la crise elle a rejoint les Américains en revenant à des manipulations de taux d'intérêt. Aux USA, la FED était depuis longtemps championne de cette politique et sa volonté de taux d'intérêt artificiellement bas, favorisant un crédit irresponsable et bon marché, est largement à l'origine de la crise actuelle.

Fausses créances ou vraies créances ?

Comment font les banques centrales pour créer cette monnaie ? Elles achètent des « papiers » représentatifs de créances, c'est-à-dire de crédits accordés par les banques à l'économie ; les banques se refinancent auprès de la banque centrale : en fait c'est elle qui prend l'initiative en achetant ces « papiers », en les monétisant (Open market). Dans ces conditions, comme Jacques Rueff le soulignait (« Rétablissez l'ordre monétaire ou acceptez l'esclavage »), la qualité des créances est fondamentale : si on monétise de « fausses créances », des crédits peu fiables, n'aboutissant pas à des créations de richesses, on crée de la fausse monnaie et de l'inflation. C'est vrai pour les créances du secteur privé ; or, les banques centrales achètent de plus en plus de créances douteuses.

Mais cela pose la question des créances sur l'Etat, car un déficit budgétaire financé par création de monnaie (la fameuse « planche à billets » chère à notre IV^e République) est par nature inflationniste, puisque créant de la monnaie sans contrepartie de vraies richesses. Voilà pourquoi cette piste avait été peu à peu abandonnée : plus les banques centrales devenaient indépendantes des gouvernements, plus le risque que les gouvernements les obligent à financer leurs déficits s'éloignait.

Cela a volé en éclats avec la crise. Les gouvernements, par leur relance budgétaire, ont fait exploser les déficits, donc les emprunts. Les voilà qui s'affolent devant leur ampleur : la commission européenne annonce une dette publique en France égale à 86% du PIB en 2010 ; plusieurs Etats ont vu leur note, concernant la qualité de leur signature, dégradée ; un nouvel emprunt d'Etat a été boudé en Angleterre ; le déficit américain ou anglais (donc le financement nécessaire par emprunt) atteint 50% du budget ! L'épargne risque de ne pas suffire. Pourquoi ne pas recourir à la banque centrale, à la création de monnaie ?

Banques centrales et Grand Satan

Il lui suffit de racheter massivement des emprunts d'Etat, des bons du Trésor. C'est cela les politiques monétaires « non conventionnelles ». C'est ce que viennent de faire le Japon, puis le Royaume-Uni. En mars, les Etats-Unis à leur tour ont succombé à ce péché monétaire en annonçant que la Fed allait acheter 300 milliards de dollars de bons du Trésor américains à long terme. Jetant leur indépendance aux orties, les banques centrales se mettent au service des Etats. Elles deviennent de simples relais de transmission des Etats et de leur laxisme budgétaire. Elles espèrent aussi ainsi faire baisser les taux longs, pour que les Etats puissent continuer à emprunter à bon marché.

Le cas de la BCE est un peu à part, car les traités garantissent son indépendance, contrairement aux souhaits des hommes politiques. Mais la pression est de plus en plus forte. Faute de pouvoir pour l'instant acheter des titres publics, elle a annoncé 60 milliards d'achats d'obligations sécurisées ; mais les gouverneurs se déchirent : celui de la Slovénie suggère d'acheter d'autres catégories de titres, dépassant les 60 milliards ; celui de la Bundesbank dit au contraire que c'est un maximum ; celui de la Slovaquie n'exclut rien. C'est « la cacophonie publique des banquiers de la BCE » ce qui n'est jamais bon pour la monnaie.

De nombreux hommes politiques veulent donner le coup de grâce et permettre à la BCE d'acheter des titres publics, donc de financer les déficits budgétaires par création de monnaie. La BCE y perdrait, avec son indépendance, toute crédibilité. Le Monde va jusqu'à parler du « martyr des banques centrales », dans un excellent article de P-A Delhommais, qui dit que plus qu'une crise du capitalisme, la crise des subprimes apparaîtra comme « la conséquence du grand fiasco des politiques monétaires ». « La gestion de la monnaie est redevenue politique (...) avec les risques de perte de légitimité et de confiance » (donc d'inflation) : « une sorte de grand bond en arrière monétaire ». Retour à Napoléon. Le président Jackson avait refusé la création d'une banque centrale car « le Grand Satan surgit d'une trop grande concentration de pouvoir dans les mains de quelques uns ». Nous y voilà. La monnaie avait échappé aux hommes politiques ; ils viennent de prendre leur revanche : l'ours a repris la garde du pot de miel. Chacun en paiera la facture demain.

Jean-Yves Naudet

L'INDE VOTE POUR LA POURSUITE DES REFORMES LIBÉRALES

La vie politique indienne est assez complexe, surtout pour un Européen, et des notions comme droite/gauche n'ont pas forcément leur place ici. C'est pourtant un sujet important : l'Inde est la plus grande démocratie du monde, c'est aussi un pays émergent, en plein dynamisme économique, qui, en dépit de la crise, aura tout de même 6% de croissance cette année.

Le parti du Congrès, qui est au pouvoir, avait longtemps pratiqué une politique qu'on peut qualifier de socialiste (nationalisations, interventionnisme systématique, protectionnisme, quasi-planification,...), avec en outre un soi-disant non-alignement en politique étrangère qui en faisait en fait un proche allié de Moscou du temps de l'ex-URSS. L'Inde était quasiment en faillite au début des années 90.

C'est l'actuel premier ministre, Manmohan Singh, qui a contribué à sortir son pays de la misère. Cet économiste, diplômé d'Oxford, puis de Cambridge, a mis en œuvre une libéralisation de l'économie indienne, qui en a fait en quelques années un pays émergent. Même la Banque mondiale doit reconnaître que plus de 300 millions de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté. A la tête du ministère des finances, il a transformé l'Inde en économie de marché, ouvert les frontières pour participer à la mondialisation, en supprimant les obstacles aux échanges, facilité la création d'entreprises, jusque là très réglementée, largement privatisé.

On a pu parler de miracle indien, mais le miracle a toujours la même origine : la libéralisation de l'économie. A la surprise générale, il est ensuite devenu premier ministre, alors qu'on le qualifiait certes de bon ministre, mais de mauvais communicant, parfois même inaudible en public. Mais il avait la compétence et sa nomination en 2004 avait permis la poursuite des réformes. Cependant, son parti était loin d'avoir la majorité absolue et il n'a pu gouverner qu'avec le soutien de l'extrême-gauche et en particulier du parti communiste. Inutile de dire que le PC a fait payer cher son soutien, et a tout fait pour freiner les réformes libérales. Mais le premier ministre a globalement tenu bon.

Les élections qui viennent d'avoir lieu marquent un grand succès de son parti, le Congrès, qui passe de 145 sièges à 206, tandis que l'extrême-gauche, dont il n'a plus besoin (il lui suffira du soutien de quelques partis régionaux) recule de 59 à 23 sièges. C'est une bonne affaire pour les Indiens, ils ont voté pour la poursuite des réformes, en dépit de la crise et de la démagogie des adversaires de Singh, et ils ont réduit les marxistes à l'impuissance. Le discours anticapitaliste des partis d'extrême-gauche n'a pas eu l'écho attendu.

En fait, le principal adversaire de Singh a été le BJP, parti nationaliste hindou. C'est une toute autre chose : ce parti est proche du fondamentalisme religieux et propose des politiques fondées sur la caste et sur la religion hindoue, conçue dans une optique étroite et sectaire (il suffit de penser aux émeutes, notamment contre les chrétiens). La BJP passe de 138 à 116 sièges et subit un grave échec, avec moitié moins de sièges que les amis du premier ministre.

On peut certes discuter tel ou tel élément de sa politique, car l'Inde est un pays à la fois grand, divers et complexe, mais elle est indiscutablement libérale. Mais, sans aucun doute, le peuple s'est prononcé pour l'ouverture des frontières, pour l'économie de marché : les Indiens ont compris comment ils étaient sortis de la misère.

Ce résultat a surpris les "observateurs" étrangers. Ils pronostiquaient une défaite ou à la limite une courte victoire du parti au pouvoir, expliquant que les électeurs allaient attribuer la crise (toute relative en Inde, mais la croissance est effectivement tombée de 9% à 6%) au libéralisme : ils se sont tous trompés. Les électeurs sont parfois plus lucides qu'on ne le pense.

Résultat : on parle non seulement de poursuite, mais d'accentuation des réformes libérales, et notamment du développement de la concurrence dans le commerce, la distribution, l'assurance, ainsi que de la réduction des subventions données par l'Etat. Bonne nouvelle pour l'Inde, mais aussi pour tous les pays émergents, qui voient, en Chine comme en Inde, que le capitalisme conduit au succès. En Inde, il restera encore à persuader les paysans que leur avenir passe par le marché. Ici comme ailleurs, ce ne sera pas le plus facile.

UNIVERSITÉS : LE SALUT VIENDRA-T-IL DU VATICAN ?

Nous n'allons pas revenir une nouvelle fois sur le scandaleux blocage par la force de certaines universités pendant des semaines car nous voulons nous tourner vers l'avenir. Il faudra bien un jour réformer l'université française et la loi LRU n'est pour nous qu'un hors d'œuvre, car elle a laissé de côté l'essentiel : le libre choix et la sélection des étudiants et des enseignants, la liberté des tarifs, la concurrence. Dans ces domaines, les esprits sont-ils en train d'évoluer ?

Un « Manifeste pour la refondation de l'Université », signé de nombreux professeurs classés plutôt à gauche ou au centre-gauche, a été publié dans *Le Monde*. Certes, il y a toujours le refus de la sélection à l'entrée en 1ère année (la fiction du bac sélectif persiste), mais ce manifeste contient quelques propositions intéressantes. Ainsi les signataires reconnaissent-ils que pour beaucoup d'étudiants qui ne peuvent suivre on créerait une licence en quatre ans, contre trois pour les autres : système à deux vitesses. Voilà un tabou brisé. Ils proposent aussi de faire passer la sélection de l'entrée en master 2 à l'entrée en master 1, portant atteinte à une nouvelle vache sacrée. Ils vantent aussi la nécessaire autonomie des universités. Bien sûr, on est loin d'une vision vraiment libérale, mais les esprits semblent évoluer.

Il n'y aura de vraie révolution dans l'université française que du jour où l'on admettra la concurrence. Celle-ci joue au niveau mondial, et on va le voir sans doute l'an prochain avec la désertion des étudiants étrangers, fuyant les grèves "à la française". A l'inverse les étudiants français iront de plus en plus à l'étranger. Sur le plan intérieur, l'université publique a toujours le "monopole de collation des grades" : elle seule peut délivrer licence, master, doctorat. Les établissements privés ne les délivrent que sous le sceau d'une université d'Etat avec laquelle elles ont passé convention, ou grâce à un jury rectoral, quand le recteur le veut bien !

Dans ce domaine, le salut viendra peut-être de l'Europe, car le processus de Bologne conduit à une reconnaissance réciproque des diplômes LMD, ce qui fait que déjà certains établissements privés en France délivrent des masters sous le sceau d'une université étrangère, en passant un accord avec elle. Mais sur le territoire national au sens strict (puisque dans le cas précédent les étudiants sont aussi inscrits dans l'université étrangère), le monopole tient bon.

Une brèche va peut-être s'ouvrir très vite, en raison de la situation particulière du Vatican. Le Saint-Siège fait en effet partie du processus de Bologne. En décembre a été signé un accord entre le ministère français des affaires étrangères et le Vatican, prévoyant une reconnaissance par la France des diplômes délivrés par les universités catholiques, les facultés ecclésiastiques et les établissements d'enseignement supérieur dûment habilités par la Saint-Siège. Cela signifie non seulement les diplômes canoniques, mais aussi les diplômes profanes. Aussitôt, les inconditionnels de la laïcité et du monopole (public et laïque) sont montés au créneau et l'accord a été provisoirement oublié et sa portée minimisée.

Mais le Vatican y tient et, semble-t-il, le président de la République aussi, qui y voit une application de la laïcité positive. Résultat : contre toute attente, le texte a été publié il y a peu par le Journal officiel sous forme d'un décret signé par le Président de la République et par le ministre des affaires étrangères. Or la différence fondamentale entre le Vatican et un autre pays, c'est que les universités reconnues par le Vatican sont situées partout, y compris en France. Tout dépendra donc de l'application de l'accord, mais si le Vatican reconnaît tel établissement privé français (catholique en l'occurrence) ou tel diplôme, la reconnaissance du diplôme par l'Etat français sera acquise automatiquement !

Ce serait la première contestation sérieuse du monopole étatique sur les grades. A vrai dire, beaucoup dépendra des évêques français, de la volonté de Rome et de celle des établissements catholiques. Les 5 « cathos » officielles (créées en 1875) ont plutôt tendance à freiner, mais les nouveaux établissements, dynamiques et novateurs, qui se sont créés (Ices, Ircm, Institut Albert le Grand, IPC, Faco, ICR, etc.) sont très demandeurs. La Nonciature va examiner cela au cas par cas, sans se presser, mais si le processus s'enclenche, cela peut être le début du big bang. Inutile de dire qu'on va aussi entendre crier les tenants du monopole et de la laïcité, qui vont déposer un recours devant le conseil d'Etat, avant de manifester et de pétitionner...

LA CRISE : ÉCHEC DU MARCHÉ OU ÉCHEC DE L'ÉTAT ?

Le G20 avait doctement conclu que la responsabilité de la crise revenait au marché, laissé à l'état sauvage par une mondialisation anarchique. La conclusion s'imposait dès lors : les Etats devaient être appelés au secours non seulement en lançant de vastes programmes de relance, en injectant dans l'économie des milliers de milliards de dollars pour éviter la faillite des banques et de certains secteurs industriels, mais aussi en concevant une réglementation internationale capable d'encadrer le marché.

C'est contre cette idée « politiquement correcte » qu'ont voulu réagir un certain nombre d'économistes et de financiers, qui ont tenu à Paris, mercredi dernier 29 mai un passionnant colloque international. Il a été organisé au départ grâce au soutien du gouvernement autrichien, lui-même sollicité par l'Institut von Hayek de Vienne. Barbara Lampbrechter, animatrice de cet Institut, a imaginé un « Free Market Road Show », une sorte de caravane du marché dont l'originalité aura consisté à faire un tour d'Europe impressionnant : Vienne, Skopje, Zagreb, Bratislava, Vaduz et enfin Paris et Londres.

Accueillie en France par Son Excellence le Dr Hubert Heiss, Ambassadeur d'Autriche en France, mais aussi par l'ALEPS et l'IREF, la « caravane » s'est grossie des libéraux de l'étape, tels Pascal Salin, Florin Aftalion, Antoine Gentier, Alain Madelin et Pierre Garello.

Premières responsables de la crise : les banques centrales. La Federal Reserve Américaine a dépassé toute limite raisonnable depuis des années, et n'a jamais tenu compte des avertissements lancés bien avant la crise, Alan Greenspan avait été prévenu du caractère suicidaire de taux d'intérêt totalement artificiel. Pour Richard Rhan, qui dirige à Washington l'Institute for Global Economic Growth, on ne sortira de la crise que lorsque l'orthodoxie monétaire sera rétablie, mais les actuelles politiques de relance laissent au contraire présager plus d'inflation et plus de chômage. Les dangers sont inhérents au concept de monopole monétaire des banques centrales, « prêteurs en dernier recours », qui en viennent à refinancer n'importe quel titre comme cela a été le cas avec les subprimes.

Deuxièmes responsables de la crise : les Etats, à travers leurs politiques budgétaires et leurs réglementations. C'est bien la réglementation américaine qui a donné une valeur artificielle aux prêts

LA TRANSITION AU CHILI : JOSÉ PIÑERA A PARIS

Par contraste il n'y avait pas un siège libre dans la salle de conférences du Pavillon Cambon Capucines en ce lundi soir 25 mai à Paris.

Deux raisons : le sujet et l'orateur. Le sujet : la transition, thème du troisième volume de la trilogie que Jacques Garelo et Georges Lane ont consacrée à la réforme des retraites.

L'orateur : José Piñera, ministre du travail au Chili où il a pour la première fois dans le monde introduit les « comptes personnels de retraite » à la place du système classique dit « par répartition ». Cette expérience a eu un tel succès que son initiateur est devenu un consultant mondial, donnant son conseil à une vingtaine de pays latino-américains d'abord, européens ensuite, désireux d'échapper au piège de la répartition.

La soirée était organisée en partenariat entre Contribuables Associés et l'IREF (Institut de Recherches Economiques et Fiscales), co-éditeurs des ouvrages de Jacques Garelo et Georges Lane. Le dernier volume commence d'ailleurs par un hommage à José Piñera.

Avec une logique imparable et une passion communicative, José Piñera a expliqué comment la réforme a été présentée, et quels en ont été les résultats.

La réforme n'a pas été imposée aux salariés chiliens, on leur a fait une proposition : voulaient-ils rester dans le système public obligatoire auquel ils étaient assujettis et qui leur coûtaient 20% de leur salaire, ou accepteraient-ils d'entrer dans un système de comptes personnels, où les assurés cotisent pour leur propre retraite, de façon personnelle ?

Il n'était pas question pour ceux qui faisaient ce dernier choix de perdre le bénéfice des cotisations qu'ils avaient versées depuis plusieurs années : un « bon de validation » leur a été attribué, il leur sera remboursé au moment de leur départ en retraite. Moyennant quoi 95% des chiliens ont préféré changer... Désormais ils devaient cotiser à un fonds de pension de leur choix, l'Etat n'intervenant que pour s'assurer de la moralité et de la transparence des gestionnaires. La concurrence a été active entre des dizaines de fonds, et la liberté de changer est totale. Ce changement dans le régime des retraites a eu six conséquences majeures :

1° Aucun incident en 28 ans de fonctionnement : ni Enron, ni Madoff. Sécurité absolue. Voilà pourquoi six gouvernements successifs, d'orientations politiques différentes (y compris l'actuel régime de la présidente Michèle Bachelet) ont reconduit le nouveau système.

2° La rentabilité promise était de 4%, elle a été de 9% (et même 10% avant la crise). Les pensions sont égales à 75% du dernier salaire.

3° Sécurité et rentabilité sont dues aux choix judicieux des fonds de pension, doublement contrôlés et par la concurrence (tout chilien peut changer de fonds) et par un organisme indépendant, l'Administration des Fonds de Pensions.

4° Grâce à l'investissement rendu possible par la masse d'épargne apportée par les assurés, la croissance a fait un bond de 3% à 8% en termes réels, aujourd'hui le Chili est le pays le plus riche d'Amérique Latine.

5° Il n'y a jamais eu de hausse d'impôts depuis lors, le taux marginal de l'impôt sur le revenu a diminué de 47 à 40%, et l'impôt sur les entreprises est de 17%.

6° Enfin, et c'est aux yeux de José Piñera l'essentiel, une véritable révolution culturelle s'est produite. On a tourné la page de la lutte des classes, il n'y a plus de « capitalistes », puisque tout le monde l'est devenu et s'en réjouit. Les Chiliens s'intéressent à l'économie, sont incités au travail, à l'épargne, et se sentent personnellement responsables de leur destin. Ils sont à l'abri des initiatives du gouvernement.

Alain Mathieu, président de Contribuables Associés, a souhaité une campagne d'information sur les retraites pour que l'opinion publique soit alertée sur les dangers et le coût du système actuel. Pour Jacques Garelo et Georges Lane, les salariés ont le droit de connaître leur salaire complet et ce que leur coûte personnellement le monopole de la Sécurité Sociale.

QU'EST-CE QU'UNE SOCIÉTÉ JUSTE ?

Tel est le titre - et le thème - du seizième colloque d'éthique économique, organisé à l'Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III) par le Centre de Recherches en Ethique Economique, que dirige le professeur Jean-Yves Naudet, l'un des rédacteurs de la Nouvelle Lettre et du site www.libres.org et, en particulier, des articles de conjoncture économique.

Le thème est important et d'actualité, au moment où certains s'interrogent par exemple sur la « moralisation du capitalisme ». Le capitalisme est-il juste ou injuste, moral ou immoral ?

Mais qu'est-ce que la justice ? Commutative, distributive ? Justice de résultat ou justice de procédure ? Egalité des situations ou égalité des chances ? Egalité ou promotion ?

Les liens entre institutions et droit naturel sont aussi à prendre en compte : droits de propriété, liberté des contrats, et processus de libre concurrence : c'est ainsi que les scolastiques de l'école de Salamanque avaient résolu la question du juste prix, en expliquant que le seul juste prix était le prix déterminé librement sur un marché de concurrence.

Plus fondamentalement, cela pose la question de savoir si une société en elle-même peut être juste ou si ce sont les hommes, seuls sujets d'actes moraux, qui sont justes ou injustes, grâce à des institutions respectueuses ou non de leur liberté.

Pour débattre de toutes ces questions, le colloque confrontera, comme chaque année, des représentants de diverses disciplines, comme la philosophie (J-F Mattei, Institut universitaire de France, et A Vandavelde, doyen de la faculté de philosophie de Leuven), la science politique (R. Draï, Aix, et K. Sigov, Kiev), la science économique (G. Bramoullé, J-Y Naudet, Aix), la sociologie (E. Neveu, directeur IEP de Rennes), le droit (J-C. Ricci, R. Ghévantian, H. Isar, Aix),... Un débat, animé par le président Pena (Aix-Marseille III) aura lieu sur « les religions et la justice », avec le père Coulange (Studium Notre-Dame de Vie), Jean Gueit (Recteur cathédrale orthodoxe de Nice), Pierre Berthoud (Doyen faculté libre de théologie réformée), Jean-Marc Chouraqui (Institut d'études et de culture juives) et Denis Gril (Institut de recherche sur le monde arabe et musulman). Enfin la conclusion sera donnée par Philippe Beneton (Rennes), auteur notamment du « fléau du bien ».

Qu'est-ce qu'une société juste ?

Seizième colloque d'éthique économique

Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III)

Judi 25 et vendredi 26 juin 2009

Colloque ouvert à tous sur inscription préalable

Renseignements : Professeur J-Y Naudet 3 avenue Robert Schuman

13628 Aix en Provence Cedex 1 Tel 04 42 17 28 73

e-mail : françoise.bensakkoun@univ-cezanne.fr

Site internet : www.centre-ethique.univ-cezanne.fr

AU SOMMAIRE DU N°999 :

EDITORIAL : Consignes de vote pp.1-2

CONJONCTURE : Des politiques monétaires « non conventionnelles » pp.2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : L'Inde vote pour la poursuite des réformes libérales p.4 - Universités : le salut viendra t-il du Vatican ? p.5 - La crise : échec du marché ou échec de l'Etat ? p.6 - La transition au Chili : José Piñera à Paris p.7 - Qu'est-ce qu'une société juste ? p.8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org